

Burundi : Nkurunziza refuse l'immunité aux ex-putschistes présumés

Deutsche Welle, 11.03.2017 Le facilitateur dans la crise a suggéré par écrit à Pierre Nkurunziza d'accorder une immunité à ceux qui sont accusés d'être impliqués dans le coup d'état manqué de mai 2015. Cette lettre est datée du 27 février dernier. Selon Benjamin William Mkapa (photo), cette mesure de clémence faciliterait la participation de ces opposants aux prochains rounds des pourparlers de paix inter-burundais. Mais le président burundais a opposé une fin de non-recevoir à cette demande.

Dans sa réponse fin mars, Pierre Nkurunziza a expliqué que les personnes poursuivies dans le cadre de cette tentative de coup d'état n'ont pas encore été jugées par la justice. De ce fait, elles ne peuvent pas bénéficier de mesures de grâce présidentielle ou d'amnistie. Toutefois, à en croire son porte-parole, Jean-Claude Karerwa Ndenzako, dans la perspective de la reprise des prochaines négociations de sortie de crise, Pierre Nkurunziza a fait une série de recommandations au facilitateur, Benjamin William Mkapa: Il faut un rapatriement du dialogue au Burundi pour qu'il soit plus inclusif. Nous demandons aussi à la communauté internationale de se pencher sur le contentieux entre le Rwanda et le Burundi. En clair, exiger du Rwanda qu'il cesse ses actes d'agression contre le Burundi. Nous avons aussi demandé que désormais soient invités aux négociations uniquement des partis politiques agréés au Burundi. Chose à laquelle, le facilitateur est d'accord. L'opposition n'est pas surprise. Les positions réitérées du président burundais, Pierre Nkurunziza n'ont pas surpris le nouveau patron du Cnared, la Plate-forme de l'opposition en exil. C'est pourquoi, Charles Nditije en appelle à l'implication de la communauté internationale, pour faire infléchir Pierre Nkurunziza: "La communauté internationale devrait comprendre une fois pour toute que Monsieur Pierre Nkurunziza ne va jamais accepter de négocier tant qu'il n'aura pas suffisamment de pressions. Tant qu'il ne sera pas acculé. Non seulement, Monsieur Nkurunziza commet des crimes contre son peuple, mais ces crimes sont des crimes à tendance génocidaire". Le prochain sommet de l'EAC, la Communauté d'Afrique de l'Est se tiendra fin avril à Arusha en Tanzanie. Le Burundi sera au centre du selon nos informations. Par ailleurs, l'équipe de la médiation est déjà à l'œuvre pour convaincre les différentes parties de participer aux pourparlers de sortie de crise en cours de préparation.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});